

Proposition de résolution 02

Hany Heshmat, Fred Heyar, Jean Larock, Camille Meyers, Alain Sertic, Jean-Claude Thümmel

1

2

Il faut un tournant vers une stratégie éco-socialiste

3 La société humaine évolue de plus en plus vite vers une crise globale et généralisée qui promet un
4 avenir catastrophique pour la génération actuelle et les futures. Le dérèglement climatique repré-
5 sente une menace majeure pour l'avenir de l'humanité, ainsi que les dommages graves causés aux
6 écosystèmes naturels. La biosphère de notre planète a déjà dépassé 5 des 9 limites physiques qui
7 conditionnent les grands équilibres naturels et la survie de l'humanité sur notre planète. La nouvelle
8 course aux armements et les effets de la surproduction dans les États industriels sont également
9 des menaces graves qui planent sur le monde.

10

11 Ces menaces ont des causes communes qui sont liées au fonctionnement du système capitaliste.
12 C'est la course au profit accentuée par la dérégulation néolibérale qui a dopé les émissions de CO²,
13 la déforestation et la destruction des océans, conduisant notre système écologique vers une crise
14 existentielle.

15

16 Sous les conditions du « marché mondial globalisé » un développement durable n'est pas possible.
17 Le capitalisme qui s'oppose partout à la justice sociale est aussi fondamentalement incapable de
18 répondre, même partiellement, au défi climatique car :

19 - Il est focalisé uniquement sur la maximisation du profit, ce qui l'empêche d'adopter des
20 technologies ou des méthodes de production plus vertueuses lorsque ces dernières sont
21 moins « rentables ».

22 - Il est fondé sur la concurrence « libre et non faussée » alors que le défi climatique exige sy-
23nergies, collaborations et une économie orientée vers le bien-être social et écologique. Les
24 règles de l'OMC et les traités de libre échange constituent des obstacles majeurs au déve-
25loppement de politiques environnementales cohérentes et ambitieuses.

26 - Il est fondamentalement anarchique alors que le défi climatique exige une planification, une
27 organisation sectorielle et intersectorielle de la transition écologique.

28 La pandémie de Covid-19 a clairement démontré que le capitalisme mondial est incapable de faire
29 face à une crise globale, pourtant d'une ampleur bien plus faible que les bouleversements écolo-
30 giques et climatiques qui nous attendent.

31

32 Les expériences des dernières décennies le prouvent : Des avancées techniques – par exemple le
33 développement des énergies renouvelables ou de techniques de propulsions – ont été neutralisées
34 directement par des « effets-rebond », par des moteurs plus puissants, l'augmentation vertigineuse

35 du trafic aérien, un besoin croissant en électricité et des booms dans l'extraction de matières pre-
36 mières. Il est évident que les progrès techniques qui pourraient avoir un impact positif sur le climat
37 voient une grande partie de leur potentiel anéantie par la logique capitaliste. L'extinction de 75%
38 des espèces lors des dernières 25 ans, le dérèglement du climat et la fonte des glaces polaires, sont
39 les signes évidents. Il faut pour ça des mesures et des décisions politiques pour réduire les émissions
40 et la consommation de ressources. Il faut d'urgences des limitations d'émissions de CO².

41
42 En même temps les contradictions sociales augmentent (chômage, précarité, bas-salaires) et des
43 acquis historiques du mouvement ouvrier sont remis en cause, souvent avec la participation de la
44 social-démocratie. Sans une transformation socialiste de la société, aucune transformation écolo-
45 gique durable ne sera possible. La révolte des gilets jaunes avait débuté contre la taxe carbone sur
46 le gasoil, et certains ont essayé d'opposer les gilets jaunes au mouvement pour le climat, « la fin du
47 monde contre la fin du mois ». Or, il est évident que la question climatique est d'abord une question
48 de classe : toutes les catégories de la population n'ont pas le même degré de responsabilité vis-à-
49 vis du dérèglement climatique et elles ne subiront pas ses effets de la même manière. Dans ce con-
50 texte, le patronat va tenter d'échapper à ses responsabilités en mobilisant la classe ouvrière contre
51 toutes les vraies restrictions et transformations de fond des industries polluantes, au nom de la dé-
52 fense des emplois et du pouvoir d'achat.

53
54 Pour cette raison, nous les éco-socialistes, devons connecter les luttes pour un avenir égalitaire et
55 socialiste avec le combat contre la destruction écologique de notre planète, dans une stratégie
56 d'ensemble pour donner une réponse à ces défis. Le mode de production capitaliste se base sur
57 l'exploitation des ressources humaines et de la nature. Notre stratégie doit inclure la lutte des sala-
58 rié.e.s pour leurs droits sociaux et démocratiques et pour une production durable et écologique,
59 dans un même combat pour un changement fondamental de la société. Comme l'écrivaient les ca-
60 marades Biver et Wies en 2019; « L'éco-socialisme et l'écologie du travail font partie d'une même
61 approche qui considèrent que la lutte contre le réchauffement climatique repose sur une planifica-
62 tion démocratique de la production et une collectivisation des moyens de production, qui prennent
63 en compte les besoin sociaux et les exigences écologiques. »

64
65 Les discours officiels deviennent de plus en plus favorables à une « transformation écologique de
66 l'économie du marché » et favorable à un modèle de « croissance verte ». Pourtant leurs projets
67 sont seulement des modernisations (keynésiennes) du système actuel, subventionnées par l'argent
68 public, mais ils ne touchent en rien au fonctionnement du système qui est basé sur l'exploitation
69 des humains et de la nature.

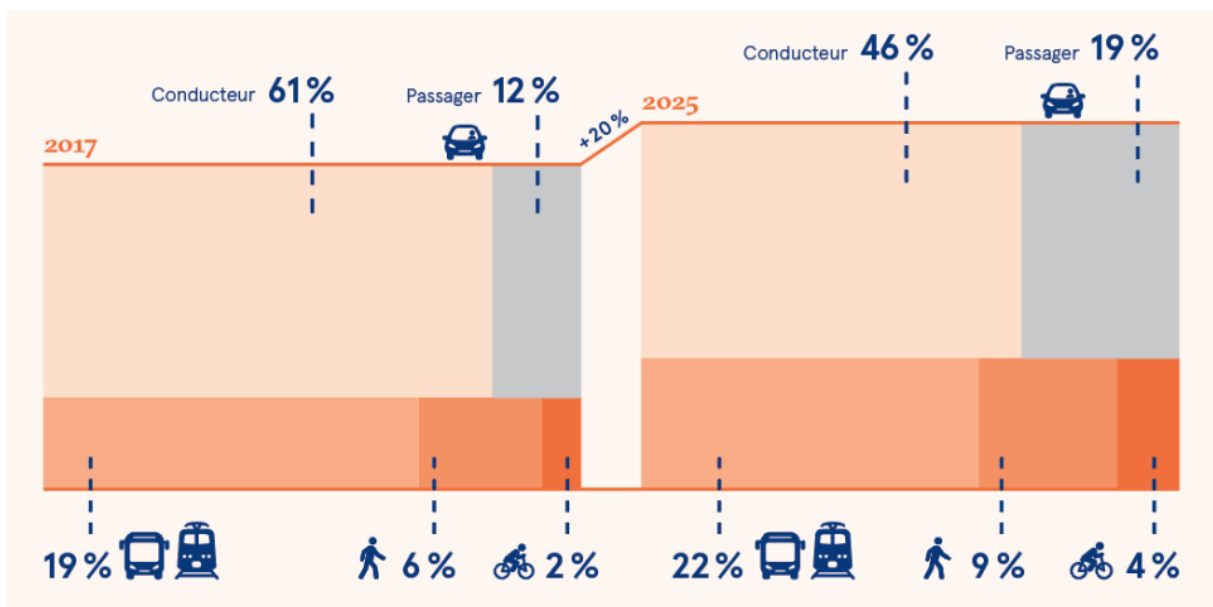
70
71 Au contraire, il faudrait justement rompre avec ce modèle de développement axé sur une crois-
72 sance illimitée, l'accumulation des capitaux et du profit, des conquêtes de nouveaux marchés. Pour
73 cette raison nous proposons un programme avec des revendications qui montrent la voie pour un
74 vrai changement éco-socialiste et qui constituent les premiers pas vers un changement profond de
75 la société actuelle. Ces conditions sont les suivantes :

- 76
77 1. Une dé-carbonisation généralisée de l'économie et un tournant vers les énergies renouve-
78 lables en accord avec des mesures d'urgence pour réduire les émissions de CO² à court

79 terme. Les combustibles fossiles doivent rester dans le sol. Pour réaliser ce virage majeur
80 de l'industrie, les secteurs stratégiques que sont notamment la production d'énergie et les
81 transports doivent être nationalisés et placés sous le contrôle démocratique des salarié.e.s
82 et des citoyen.ne.s.

83 2. Une transformation totale du transport et de la mobilité, au bénéfice du transport collectif ;
84 tram, train, vélo, ...etc., pour une diminution drastique du transport aérien et en donnant la
85 priorité absolue aux trains express et de nuit. Les objectifs du MODU 2.0 (schéma ci-des-
86 sous) sont nettement insuffisants pour espérer pouvoir atteindre les objectifs de réduction
87 de GES. Il faut un plan beaucoup plus ambitieux de réduction de la circulation automobile
88 et du transport routier de marchandise.

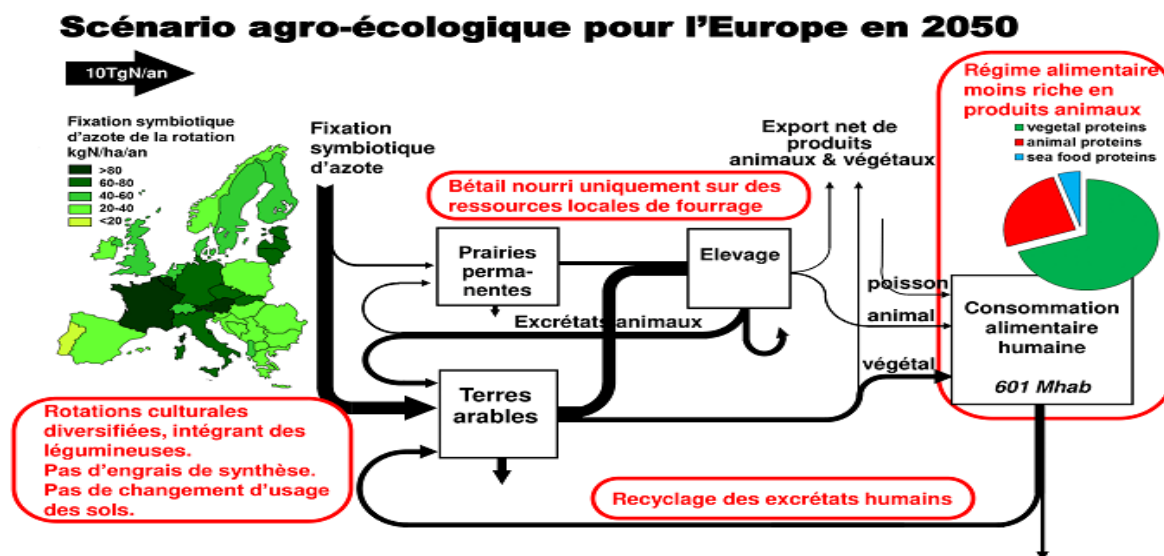
89 3.



90
91 Figure 1 Le plan du gouvernement est nettement insuffisant!

92
93 4. Une agriculture entièrement bio et agro-écologique au niveau mondial. Promouvoir une
94 agro-écologie et les techniques appropriés pour accumuler le maximum de carbone dans

95 les sols. Le scénario agro-écologique pour l'Europe en 2050 élaboré par le CNRS pourrait
 96 servir de modèle :



97
 98 Figure 2 Plan du CNRS pour l'agriculture en Europe

- 99
- 100
- 101
- 102
- 103
- 104
- 105
- 106
- 107
- 108
- 109
- 110
- 111
- 112
- 113
- 114
- 115
- 116
- 117
- 118
- 119
- 120
- 121
5. Une réduction massive du temps de travail sans perte de salaires et un rejet de toutes les politiques de libéralisation, de privatisation et « d'ubérisation » de l'économie.
 6. Un programme solidaire de développement d'infrastructures, d'agriculture et d'industries adapté aux pays souvent dits « sous-développés » du « tiers monde ». Cet objectif inclut aussi une redistribution des richesses et un renversement des flux des capitaux, du « nord vers le sud ».
 7. La protection mondiale des forêts tropicales, de la biodiversité et des océans, à travers des limitations et planifications de la pêche industrielle et la fin des déversements des déchets et des matières plastiques dans les océans.
 8. Il faut un désarmement militaire massif.
 9. Un programme de transformation des industries automobiles, chimiques et d'armements au profit de la recherche d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies environnementales alternatives, et de transport public.
 10. Suppression des productions inutiles et dangereuses (p.ex. : publicité, croisières en bateau, emballage plastique, etc.), lutte contre le gaspillage et l'obsolescence programmée, ainsi que l'obligation de produire des produits réparables et recyclables.
 11. Investissements massifs de l'État dans la rénovation thermique des bâtiments et dans la construction de logements sociaux répondant aux normes énergétiques les plus élevées.
 12. La promotion et le financement de recherches pour des nouvelles technologies et sources d'énergies renouvelables indépendamment des intérêts commerciaux.
 13. Un programme de protection et de reforestation planétaire, de lutte contre les désertifications et de gestion de l'accès à l'eau potable pour toute l'humanité.

122 Ce sont là seulement quelques éléments fondamentaux pour un changement réel afin d'éviter une
123 catastrophe sociale et écologique mondiale. Mais ces quelques exemples montrent immédiate-
124 ment que ce programme stratégique est incompatible avec les lois inhérentes au capitalisme mon-
125 dial. Sans une démocratisation des choix de production et d'investissement, aucune transition en
126 phase avec les besoins sociaux et les exigences écologiques, sera possible.

127

128 Sans rupture avec la logique du profit, aucune transition écologique effective ne sera possible !

129

130 De plus en plus de politiciens « Verts », sociaux-démocrates et même de la droite se prononcent
131 pour un modèle de croissance éco-compatible et pour une « modernisation verte de l'économie
132 de marché ». Depuis que le mouvement pour la sauvegarde du climat a pris une ampleur globale,
133 une multitude de programmes de transition ont surgis. De celui de Biden et de la Commission eu-
134 ropéenne, à celui du Green New Deal de Sanders et d'Ocasio-Cortez, à celui du Green New Deal de
135 gauche des allemands de « die Linke », toutes ces variantes partent de l'idée que le mode de pro-
136 duction capitaliste pourra être transformé par des réformes institutionnelles vers un modèle de
137 développement social et écologique durable. Cette politique vise à « corriger » les défauts les plus
138 visibles du capitalisme sans le remettre en cause. Mais sans contrôle des secteurs clés de l'économie
139 et sans un partage équitable des richesses et des efforts à réaliser pour réduire les émissions de GES,
140 il sera impossible de relever le défi global.

141

142 Plusieurs contradictions fondamentales deviennent alors immédiatement visibles. En premier lieu :
143 la question de comment la réduction de la consommation de ressources (énergies, matières pre-
144 mières ...) sera compatible avec un besoin systémique d'une accumulation permanente de capitaux
145 ? Sans accumulations de ces capitaux, le système basé sur l'argent va entrer en crise et s'asphyxier.
146 La crise écologique globale est l'expression manifeste de la contradiction entre les limites physiques
147 de la planète et la pression de la dynamique illimitée d'accumulation de capitaux par le système
148 capitaliste ! Malgré la connaissance de cette réalité tous ces modèles de développement « new
149 deal » ne remettent pas en question le cadre du système de propriété capitaliste et respectent la
150 logique de l'accumulation du capital, de la croissance productiviste et, dans une certaine mesure,
151 de la concurrence libre.

152

153 La crise écologique et sociale globale a déjà commencé

154

155 Dans les prochaines années les effets du changement climatique vont se multiplier et se manifester
156 sous diverses formes de catastrophes, bouleversements climatiques extrêmes, la progression de la
157 désertification et l'augmentation du niveau des océans, ce qui en combinaison avec les crises éco-
158 nomiques de surproduction, d'endettement et la lutte de concurrence, favorisera des conflits ar-
159 més qui vont encore accentuer les flux migratoires. Une spirale infernale est en train de se mettre
160 en marche. Dans ce contexte, c'est une évidence que la bourgeoisie va faire payer à la classe salariée
161 les coûts des crises, des catastrophes et des transformations qui vont se produire. Même si l'État
162 bourgeois va intervenir maintenant de nouveau plus fortement et de façon protectionniste dans les
163 économies, ce sera pour protéger leur compétitivité et les profits. Les Multinationales et les

164 Banques ne vont pas rester passives, il faut au contraire s'attendre à des contre-offensives politiques
165 et sociales et des solutions d'extrême droite.

166

167 • Les augmentations des budgets militaires de l'Otan et les mobilisations contre la Russie et
168 la Chine sont que les premiers pas. L'implication militaire en Afrique et au Proche-Orient va
169 s'intensifier.

170 • Concernant l'écologie, il faut s'attendre de la part de la droite et du patronat à une forte
171 augmentation de la démagogie verte et de « green washing ». D'un côté, ils vont profiter
172 des subventions pour les transformations, par exemple vers l'électro mobilité. De l'autre
173 côté, ils vont contourner les lois, externaliser vers le « tiers monde » et opposer des résis-
174 tances acharnées à toutes les mesures efficaces et fondamentales qui s'attaqueront à leur
175 intérêts et profits.

176 • Il faut s'attendre à ce que dans le futur, les capitalistes vont jouer la carte du « fin du mois
177 contre fin du monde » et mobiliser les chômeurs et bas-salaires contre les revendications
178 écologiques à une échelle jusqu'à présent encore inconnue.

179 • Dans les luttes mondiales pour la défense du climat, on trouve souvent des agriculteurs, des
180 jeunes, des étudiant.e.s, ainsi que des peuples indigènes, mais pas forcément des ouvriers.
181 Pour défendre et créer des emplois une majorité des travailleurs est souvent favorable à
182 l'augmentation de la production et à la croissance. Naturellement, c'est illusoire et plus
183 compliqué que ça, mais au premier coup d'œil leurs intérêts immédiats de défense de leurs
184 conditions de vie ne correspondent pas forcément avec les mesures prioritaires du combat
185 pour la sauvegarde du climat.

186

187 Il faudra donc pas seulement aligner quelques revendications correctes, mais développer une véri-
188 table stratégie de transformation économique, démocratique et sociale cohérente avec une orien-
189 tation radicalement écologique pour la préservation de la biosphère. Les programmes « Green New
190 Deal » ne remettent pas en cause la course au profit et s'arrêtent devant les sacro-saintes lois du
191 capitalisme. Forcément ces limitations vont mener le Green New Deal vers une impasse et le monde
192 dans une crise existentielle.

193

Exemple pour la mobilité et le transport :

- I. Renationaliser le rail là où il y a eu des privatisations, investir massivement dans le transport de voyageurs et de marchandises par train.
- II. Mettre en place des Plans-Vélos avec un objectif min. de 20% de mobilité dans les grandes villes.
- III. Réduire drastiquement le transport aérien.
- IV. Redévelopper une filière vélo européenne pour répondre à la pénurie actuelle.
- V. Créations d'emploi : 600.000 pour le vélo + 1 million (?) pour les transports en commun.
- VI. Les emplois qui seront détruits dans le secteur de l'automobile et aérien seront reconvertis vers les nouveaux secteurs avec maintien du salaire par une agence publique pour la transition écologique.

VII. Nous devrions lancer le débat pour élaborer une revendication phare de rupture. Par exemple : Luxembourg, ville sans voiture. Cette revendication aurait l'avantage de répondre à plusieurs problématiques : mobilité, environnement, santé et sécurité, emploi (+ de transports en communs), vie sociale, logement ...

194

195 Les multinationales, vu leur pouvoir fondé sur la propriété privée, auront toujours une longueur
196 d'avance sur les mesures écologiques. Sans une remise en cause démocratique du fonctionnement
197 du système financier et économique, au fond rien ne pourra changer significativement. D'une ma-
198 nière générale, la crise écologique est un énorme défi pour la gauche politique. Ce défi ne pourra
199 être relevé que par une planification démocratique de la production et la socialisation des princi-
200 paux moyens de production, afin de produire de manière durable les biens et services nécessaires
201 à la population, tout en organisant la transition.

202

203 La survie de notre civilisation sur cette planète nécessite des changements socio-économiques ra-
204 dicaux et fondamentaux. Pas seulement dans la redistribution nord-sud, mais avant tout aussi avec
205 les paradigmes de notre système social actuel. Sans une rupture avec le productivisme capitaliste,
206 le besoin perpétuel de croissance et d'accumulation de capitaux et de profit, un développement
207 juste et respectueux de la nature ne sera jamais possible. Le respect des ressources naturelles et de
208 l'environnement, ainsi qu'une répartition juste et démocratique du produit du travail ne sera jamais
209 compatible avec un système capitaliste.

210

211 Pour cette raison les réformes pour un « capitalisme vert » ou un « Green New Deal » ne vont au
212 fond rien résoudre parce-queelles resteront toujours soumises à la logique et aux lois du libéralisme,
213 donc au profit privé, de la concurrence et la croissance. Les émissions de CO² et d'autres effets de
214 pollutions seront seulement transférés d'un secteur vers un autre.

215

216 Naturellement il ne faut pas rejeter des petites avancées réelles et des réformes qui vont dans la
217 bonne direction. Aussi les petits pas sont parfois positifs, quand ils renforcent le mouvement social
218 et l'encouragent à aller de l'avant. Ce que nous contestons c'est l'idée qu'il serait possible d'instau-
219 rer une autre société progressivement par une stratégie de petit pas. Pour ça, il faut imposer
220 d'autres paradigmes et priorités pour la société. Pour sortir de cette crise existentielle, il faut
221 rompre avec l'accumulation du capital, produire moins de biens inutiles ou néfastes, orienter la pro-
222 duction vers les besoins fondamentaux, renforcer l'éducation, la culture, la santé et partager plus !

223

224 Il faut soutenir les mobilisations sociales et écologiques et élargir notre base

225

226 Durant ces 2-3 dernières années, et malgré la pandémie, les mouvements sociaux ont pris de l'am-
227 pleur. En gros, on peut distinguer 3 grandes tendances :

228

- 229 - Le mouvement pour le climat et l'environnement
- 230 - Le mouvement syndical
- 231 - Le mouvement pour le logement

232

233 Le mouvement pour le climat a connu son apogée en 2019 et peine actuellement à redémarrer.
234 Cependant, d'autres combats plus ciblés ont émergé, comme le mouvement « Pro Vélo ».

235

236 Le mouvement syndical est dans une phase ascendante, en partie grâce à la démonstration du rôle
237 indispensable joué par les travailleurs des secteurs essentiels durant la pandémie... et aussi un peu
238 grâce à l'inflexibilité patronale qui ne laisse aux salariés d'autre choix que la lutte.

239

240 Le mouvement pour le logement est relativement jeune mais dynamique. Il s'attaque au problème
241 numéro 1 au Luxembourg. Fait notable : un grand nombre d'associations et de syndicats ont rejoint
242 la coalition pour le droit au logement. Une nouvelle couche de militant.e.s se développe sur ce ter-
243 rain également.

244

245 Notre rôle est de soutenir et d'encourager toutes les mobilisations et résistances sociales, aussi bien
246 du mouvement ouvrier contre les démantèlements sociaux, pour le droit au logement et contre la
247 destruction de la biosphère de notre planète. Nous devons nous impliquer dans ces mouvements
248 pour les renforcer, les radicaliser et si possible, créer des convergences. Notre intervention dans
249 les mouvements sociaux devra être discutée régulièrement dans les GT ad hoc et à la Coordination
250 Nationale pour y définir la stratégie et les objectifs.

251

252 Une nouvelle couche de militants se développe au Luxembourg, ce sont souvent des jeunes dont
253 beaucoup ont déjà des idées anticapitalistes ou du moins sont prêt à les entendre. Il faut avoir une
254 approche proactive envers eux et mener la discussion sur la nécessité de s'organiser pour changer
255 de système à chaque fois que l'occasion se présente.

256

257 Dans cette nouvelle période qui s'ouvre, « déi Lénk » doit devenir un parti clairement anticapitaliste
258 et doit tout faire pour attirer vers lui les nouvelles couches de jeunes radicalisés et les travailleurs
259 actifs dans les mouvements sociaux et syndicaux. Sans ces mouvements sociaux, aucun change-
260 ment fondamental dans notre société ne sera possible. Mais les mouvements sociaux ne suffisent
261 pas à eux seuls. Il faut une organisation capable les fédérer pour déclencher un changement radical
262 de société.